

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Assurances « Dommages à l'ouvrage » et « Contrat collectif de responsabilité civile décennale »



Pouvoir adjudicateur (acheteur / souscripteur) :	Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères Représentant légal du pouvoir adjudicateur : Direction des Immeubles et de la logistique 57 Boulevard des Invalides 75007 Paris		
Objet de la consultation :	Assurances « Contrat collectif de responsabilité civile décennale » (base), « Dommages à l'ouvrage » (P.S.E. n°1) et « Bon fonctionnement » (PSE n°2) pour les besoins de l'opération ci-dessous.		
Opération concernée :	Réhabilitation et d'extension de l'Aile des Archives (ERA) Site du Quai d'Orsay - siège du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) 57 Boulevard des Invalides - 75700 PARIS 07		
Date d'ouverture du chantier :	Septembre 2025	Durée prévisionnelle :	50 mois dont 2 mois de préparation

Montant prévisionnel de l'opération :	90 000 000 € TTC <u>(travaux et honoraires)</u> – estimation avant attribution des marchés de travaux
Un dossier technique complet est joint en annexe du présent cahier des clauses particulières accompagné d'une annexe de présentation de l'opération et d'une fiche de synthèse couts et intervenants.	

Article 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Le souscripteur souhaite l'établissement d'une couverture de type « contrat collectif de responsabilité civile décennale » (solution de base) « dommages à l'ouvrage » (PSE n°1 à réponse obligatoire) et « Bon fonctionnement » (PSE n°2 à réponse facultative) pour l'opération visée ci-avant.

La gestion des sinistres devra intervenir dans le cadre de la convention de règlement des sinistres (CRAC).

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières du contrat d'assurances. **Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.**

Toutefois, dans le cas où les conditions de l'assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Article 2 – DEFINITIONS

Assuré :

Au titre de la garantie A « Contrat Collectif de Responsabilité Civile Décennale » :

- Tout constructeur non réalisateur (toute personne ayant la qualité de Maître d'ouvrage et / ou agissant en sa qualité et qui est réputée Constructeur en application des dispositions des articles 1792-1, 1641-1 et 1831-1 du Code Civil) ;
- L'ensemble des intervenants à la réalisation du chantier pour autant que les montants de leurs prestations et / ou fournitures soient inclus dans l'assiette de cotisation : assistant à maîtrise d'ouvrage globale, architectes, maîtres d'œuvre, bureaux d'étude, contrôleur technique, ingénieurs, entreprises, fabricants d'EPERS... ;

Les sous-traitants n'ont pas la qualité d'assurés, mais ils bénéficient de la mise en jeu du C.C.R.D. par renonciation à recours à l'encontre de ces derniers et de leurs assureurs, étant entendu que la garantie ne pourra être mise en jeu qu'en cas de dépassement du montant contractuel de garantie de 1^{ère} ligne du débiteur de la responsabilité décennale concerné et ne pourra en aucun cas s'y substituer.

Au titre de la garantie B « Dommages à l'ouvrage » - prestation supplémentaire éventuelle :

- Le souscripteur et le propriétaire de l'emprise foncière, et les propriétaires successifs de l'ouvrage.

Existants :

Les parties anciennes d'une construction existant avant l'ouverture du chantier, qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisible au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances.

Travaux de techniques courantes :

Outre les travaux traditionnels (réalisés avec des matériaux et modes de construction éprouvés de longue date), les travaux répondant aux caractéristiques suivantes :

- Travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), ou à des règles professionnelles acceptées par la C2P, ou des recommandations professionnelles « RAGE 2012 » (Règles de l'art Grenelle Environnement) non mises en observation par la C2P ;
- Procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - o D'un ATE (Agrément Technique Européen) en cours de validité ou d'une ETE (Evaluation Technique Européenne) bénéficiant d'un DTA (Document Technique d'Application), ou d'un ATec (Avis Technique), valide et non mis en observation par la C2P ;
 - o D'une ATex (Appréciation Technique d'Expérimentation) avec avis favorable ;
- Ouvrages relevant de la réglementation parasismique, sous réserve du respect des textes législatifs et réglementaires et règles techniques spécifiques les concernant.

Article 3 – GARANTIES ACCORDEES

A – Solution de base - CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE :

L'objet de la présente garantie est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile Décennale à la charge des assurés inspirée des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil et découlant des marchés dont ils sont titulaires dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le contrat devra être conforme à la réglementation en vigueur, aux dispositions du Décret n°2008-1466 du 22 décembre 2008 et à l'annexe n° III de l'article A 243-1 du Code des assurances (clause type C.C.R.D.)

La garantie est accordée à hauteur du coût total de l'opération revalorisé selon l'indice BT01. Elle n'intervient qu'en complément (deuxième ligne) de la garantie dont dispose chaque assuré auprès de son assureur (première ligne), à savoir les seuils de déclenchement suivants :

- 10.000.000 € pour les traitants directs dont les marchés de travaux concernent la structure et le gros-œuvre (selon la nomenclature d'activités FFSA),
- 6.000.000 € pour les autres traitants directs,
- 3.000.000 € pour les traitants directs non réalisateurs (Maître d'œuvre, Bureau d'étude, Bureau de contrôle, Constructeur non réalisateur).

Le contrat est géré en capitalisation pour une durée ferme allant jusqu'à l'expiration de la garantie décennale telle que précisée aux articles 1792-4-1 du Code Civil.

Les franchises prévues par les contrats d'assurance de responsabilité décennale des intervenants restent en tout état de cause, applicables et à la charge de ceux-ci.

B – Prestation supplémentaire éventuelle à [réponse obligatoire](#) - DOMMAGES A L'OUVRAGE :

Les garanties s'exercent sur les seuls ouvrages et éléments d'équipement de l'opération de construction, soumis à l'obligation d'assurance par la loi, en ce compris les ouvrages accessoires au sens de l'article 243-1-1 du Code des Assurances ainsi que les parkings et V.R.D. privatifs et accessoires, afférents à chaque opération de construction, reliant les différents immeubles constituant l'opération de construction au réseau public général.

B.3.1 - Garantie obligatoire des risques visés à l'article L 242-1 du Code des Assurances

Le présent contrat a, notamment, pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement de la totalité des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, sur le fondement de l'article 1792 du Code Civil, c'est-à-dire les dommages qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction,
- Et / ou affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination,

- Et / ou affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

Il est convenu que les désordres apparents à la réception sont pris en charge dès l'instant que le maître d'ouvrage a mis en demeure l'entreprise d'effectuer les travaux de reprise, cette mise en demeure étant restée sans effet. Cette mise en demeure doit être adressée aux constructeurs en LRAR dans le cadre de la garantie de parfait achèvement de l'article 1792-6 du Code Civil, et doit prévoir un délai d'exécution.

B.3.2 - Garanties complémentaires

B.3.2.1 : Prestation supplémentaire éventuelle à réponse facultative - Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code civil lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues. Elle est accordée à hauteur de 1 000 000 €.

Ne sont pas garantis les dommages affectants :

- les appareils et équipements ménagers, même s'ils sont fournis au titre du contrat de vente du bâtiment,
- les éléments d'équipement d'un ouvrage au sens des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du Code civil, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage, tels que visés à l'article 1792-7 du Code civil demandée.

B.3.2.2 : Garantie des dommages immatériels survenus après réception

Garantie non demandée.

B.3.2.3 : Garantie des dommages aux existants divisibles

Cette garantie est complémentaire à la garantie des existants indivisibles relevant de l'assurance dommages-ouvrage obligatoire, telle que prévue par l'article L 243-1-1 II du Code des Assurances.

Elle intervient conformément aux dispositions de la Convention du 8 septembre 2005 passée entre l'Etat, les Assureurs, et les Maîtres d'ouvrage.

Les dommages affectant les parties anciennes d'une construction en répercussion des travaux neufs sont couverts lorsque :

- il s'agit de dommages matériels rendant une partie ancienne impropre à sa destination ou portant atteinte à sa solidité,
- et que ces dommages sont la conséquence des travaux.

La garantie couvre les coûts afférents à la remise en état des existants.

La garantie s'applique, selon la demande de l'assuré, sur tout ou partie des existants. Elle est accordée dans la limite du coût de la remise en état des existants ou de la partie des existants, tel que convenu entre le souscripteur et l'assureur.

La procédure d'expertise et/ou règlement de sinistres est celle imposée à l'article L.242-1 du Code des assurances.

Article 4 – MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES (les franchises ne sont pas indexées)

A – CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE :

La garantie est accordée à hauteur du coût total de l'opération revalorisé selon l'indice BT01.

B – DOMMAGES A L'OUVRAGE et [DOMMAGES AUX EXISTANTS](#) (prestation supplémentaire éventuelle n°1 [à réponse obligatoire](#)):

Montant de garantie dommages à l'ouvrage : **150 000 000 € avec une franchise de 50 000 €**

Montant de garantie des dommages aux existants divisibles : **5 000 000 € avec une franchise de 50 000 €**

[D – BON FONCTIONNEMENT](#) (prestation supplémentaire éventuelle n°2 [à réponse facultative](#)):

Montant de garantie : **1 000 000 € avec une franchise de 5 000 €**

Dispositions générales :

5.1 - Il est convenu que l'assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle résultant des dispositions de l'article L 121-5 du Code des assurances dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer le coût définitif des travaux et à régler le complément de cotisation qui en résulte.

5.1.1 – Une évolution du montant de l'opération (montant prévisionnel par rapport au montant définitif) < à 15 % ne peut être constitutive d'une aggravation du risque et donner lieu à une modification des taux de cotisations proposés (une régularisation de la cotisation restera effectuée).

5.2 – Les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction adressée par lettre recommandée à l'assureur, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé d'un commun accord entre les parties. Cette reconstitution pourra être accordée uniquement si elle est demandée au plus tard dans un délai d'un mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité suite à sinistre.

5.3 – Les indemnités sont versées toutes taxes comprises (l'assiette étant également T.T.C.).

5.4 - La garantie prend effet dans les conditions suivantes :

5.4.1 - CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE

Le contrat couvre, pour la durée de la responsabilité pesant sur les assurés en vertu des articles 1792 et suivants du Code civil, les travaux de construction de l'ouvrage. La période de garantie commence à la réception du chantier et prend fin à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de celle-ci.

5.4.2 – DOMMAGES A L'OUVRAGE [\(si PSE n°1 souscrite\)](#)

La période de garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil. Sous réserve de l'application de l'article L 114-1 du Code des assurances, elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans courant à compter de la réception de l'ouvrage.

Conformément aux dispositions légales, la garantie dommages-ouvrage est acquise au bénéfice de l'assuré :

- Avant la réception de l'ouvrage, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié, pour inexécution par celui-ci de ses obligations ;
- Après réception et avant le terme du délai de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, l'entrepreneur n'a pas exécuté dans le délai fixé contractuellement dans la lettre de mise en demeure ou à défaut dans un délai de 90 jours, son obligation de réparer.

Pour la garantie des existants divisibles, la garantie prend effet au plus tôt à la date de réception des travaux et prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception. Elle intervient également, avant réception, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.

5.4.3 – GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT ([si PSE n°2 souscrite](#))

La garantie prend effet au plus tôt à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement (article 1792-6 du Code Civil), et prend fin à l'expiration d'une période de 2 ans courant à compter de la réception de l'ouvrage.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé au marché ou, à défaut, dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la mise en demeure restée infructueuse.

5.5 - Les contrats ne pourront stipuler d'exclusion de garantie pour l'assuré - souscripteur - lorsque les dommages résulteront de l'absence de travaux qui, non prévus au Marché des Constructeurs, auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction.

La garantie « dommages à l'ouvrage » ne fait l'objet que des seules exclusions légales telles que formulées par l'article A 243-1 du Code des assurances.

5.6 - Pour la garantie couvrant les désordres de nature décennale, le contrat ne pourra stipuler de déchéance des droits à garantie de l'assuré pour un sinistre que dans les cas de fausse(s) déclaration(s) faite(s) sciemment, ainsi qu'en cas de déclaration tardive d'un sinistre (sauf cas de force majeure ou cas fortuit) si l'assureur démontre que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice (et dans la limite dudit préjudice – article L 113-2 du Code des assurances).

5.7 – Sauf dispositions ci-avant contraires, les parties déclarent expressément se placer sous le régime des articles L 242.1, L 242.2 et suivants du Code des assurances, par conséquent, elles conviennent que l'ensemble des dispositions desdits articles et des règlements pris pour leur application font obligation entre elles, notamment celles liées aux délais d'instruction et de règlement des sinistres.

Article 6 – AUTRES DISPOSITIONS PARTICULIERES

6.1 - Les offres devront tenir compte des seules exigences particulières suivantes :

- La déclaration à l'assureur du coût total de la construction soumis à garanties doit intervenir dans le mois suivant l'arrêté des comptes définitifs de la construction.
- Dans tous les cas cette déclaration doit intervenir dans un délai de **24** mois à compter de la date de réception des travaux.

6.2 - Les cotisations seront déterminées comme suit :

- À la souscription du ou des contrats, une cotisation provisionnelle sera émise dont le calcul sera déterminé en prenant pour base le montant estimatif du coût de la construction multiplié par le taux hors taxes défini par le titulaire dans son offre et augmenté des taxes légales.
- Une cotisation définitive après la déclaration du coût final de la construction dans les délais indiqués au § 6.1.

6.3 – Aucune sanction ou pénalité ne peut être applicable en cas de non-respect par l'assuré d'une obligation de transmission de pièces si le titulaire du marché ne peut prouver qu'il a effectué une relance préalable.

Contrôle des attestations d'assurances R.C. décennale des entreprises :

6.5 – L'assureur s'engage à vérifier la validité des attestations jointes à la présente consultation. En l'absence de remarque, elles seront déclarées acceptées par lui.

6.5.1 – L'assureur s'engage à effectuer une vérification de l'attestation dans les 30 jours de leur réception et formuler ses observations dans les 30 jours de leur réception. A défaut il sera réputé considérer l'attestation comme conforme.

Éléments relatifs à l'éco-responsabilité :

6.6 – Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'acheteur sur supports en papier. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

6.7 – Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.) ». Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.